RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 BUDGET PRINCIPAL

gaillard.fr

SOMMAIRE

PREAMBULE

PARTIE I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A – La conjoncture internationale

B – La conjoncture en France

C – La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023 - 2027

D - Les principales dispositions de la Loi de Finances pour 2024 et les effets sur le bloc communal

PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES – BUDGET COMMUNAL

A – L'analyse rétrospective de 2017 à 2023

1. La section de fonctionnement
   a. Les recettes
   b. Les dépenses
   c. L'évolution de l'épargne brute
2. La section d'investissement
   a. Les recettes
   b. Les dépenses
   c. L'analyse de la dette
3. Les résultats 2023

B – La prospective financière pour 2024

1. Les recettes de fonctionnement
   a. La fiscalité
   b. Les dotations
2. Les dépenses de fonctionnement et les orientations en matière de gestion des ressources humaines pour 2024
   a. Les charges à caractère général et autres dépenses
   b. Les orientations en matière de ressources humaines
3. L'investissement
   a. Les perspectives en recettes
   b. Les perspectives en dépenses
   c. Le Programme Pluriannuel d'Investissement et son financement (PPI)

C - Les ratios

PREAMBULE

Comme chaque année, le Conseil municipal est invité à débattre des orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Ce débat permet au Conseil de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du Budget primitif 2024. C'est l'occasion pour les élus d'envisager les perspectives budgétaires 2024 et d'échanger sur la politique d'investissement de la Ville et sa stratégie financière et fiscale.

Pour aborder les grandes orientations budgétaires, il convient de se référer aux perspectives économiques nationales, à la Loi de Finances pour 2024 et aux chiffres clés du Budget de la Ville.

Ainsi, le Maire présente au Conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), défini à l'article L2312-1 du CGCT.
Le ROB doit présenter les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette et la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.
Ce rapport a pour objectif de présenter les évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes en section de fonctionnement comme en investissement.

Le ROB introduit un débat en Conseil municipal, une délibération prend, ensuite, acte de ce débat.

Enfin, ce débat d'orientations budgétaires n'a pas vocation à être aussi précis qu'un budget primitif.

Le détail des différents points abordés dans ce débat seront précisés lors de l'adoption du budget primitif 2024, en mars 2024.

PARTIE I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A – Les chiffres de l'inflation en baisse à travers le monde

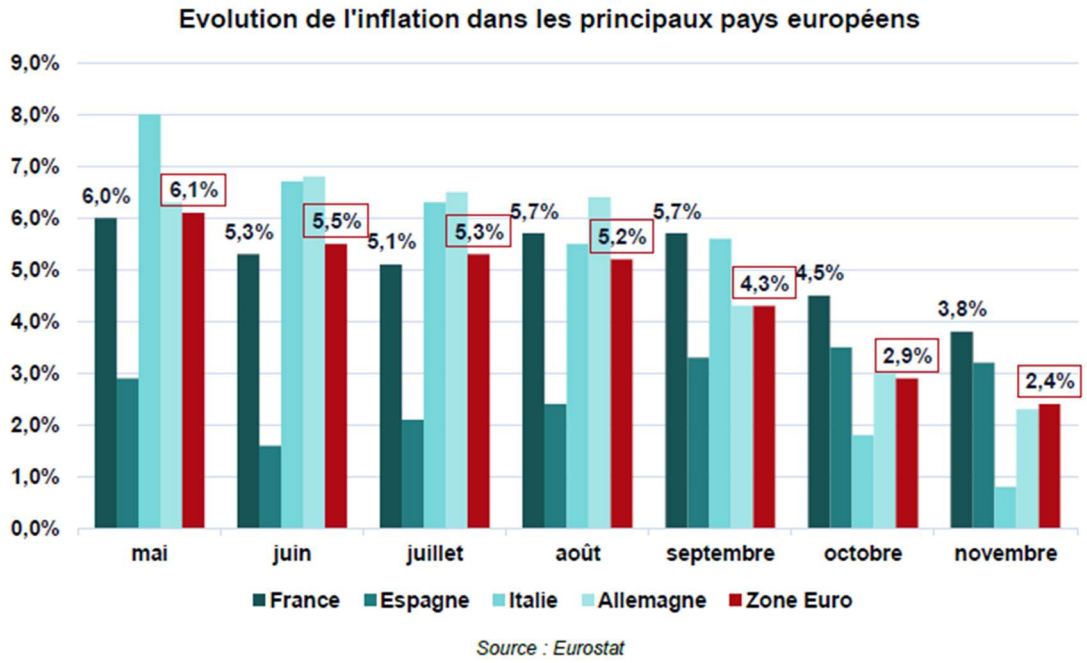
En juillet 2022, aux Etats – Unis et dans la zone euro, l'inflation dépassait les 10%, après le déclenchement du conflit en Ukraine ayant provoqué une flambée des prix de l'énergie.

Avec l'action de la banque centrale américaine (Federal Reserve System (FED)), induisant une hausse des taux, la restriction de l'accès au crédit aux acteurs économiques, ralentissant l'économie et par conséquent, l'envolée des prix, l'inflation est redescendue à 3,1% en novembre 2023.

Au sein de l'Union Européenne, l'inflation poursuit son ralentissement dans la zone euro et atteignait 2,4% sur un an en novembre 2023.

Sans compter que le reflux enregistré en novembre touche toutes les composantes de l'indicateur, hors énergie.
Ainsi, la flambée des prix de l'alimentation (y compris alcool et tabac) a ralenti à 6,9%, après 7,4% en octobre. La hausse des tarifs des services a faibli, à 4% (-0,6 point), comme celle des biens industriels, à 2,9% (-0,6 point).
Quant à la chute des tarifs de l'énergie, constatée ces derniers mois, elle s'est même accentuée : ces derniers ont baissé de 11,5% en novembre sur un an, après 11,2% en octobre.
Le ralentissement de politique monétaire en zone euro menée depuis près d'un an et demi s'explique, d'une part, par le ralentissement de l'inflation et, d'autre part, par l'affaiblissement de la croissance économique et le ralentissement du marché du travail qu'il provoque.
Ainsi, selon un rapport trimestriel de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) paru en septembre 2023, la croissance est attendue à 0,6% pour cette année 2024 au sein de la

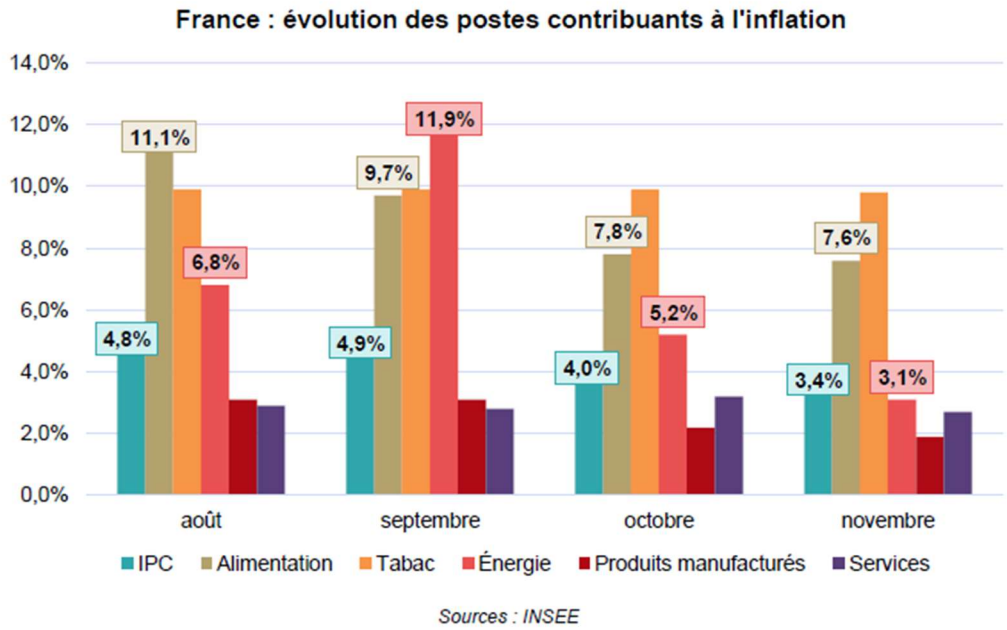
zone euro, soit un recul de 0,3 point par rapport à juin, plombée par l'Allemagne qui pourrait tomber en récession et l'Italie dont la prévision est amputée de 0,4 point, à 0,8%.



B – En France, une hausse des prix ayant fortement ralenti

B-1 La baisse de l'inflation

La hausse des prix a fortement ralenti en France en novembre, à +3,4% sur un an après +4,0% en octobre, selon les données provisoires de l'Insee[1].
La Banque de France a également pratiqué une hausse des taux, ralentissant l'inflation. Il est envisagé une baisse des taux courant – fin 2024, pour ainsi induire une hausse des prix inférieure aux salaires et soutenir le pouvoir d'achat et la consommation.



[1] Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

B-2 Et une croissance révisée à la baisse

En France, le Produit Intérieur Brut (PIB) est en recul de 0,1% au dernier trimestre 2023 sur fond de baisse du pouvoir d'achat des ménages à -0,9% en octobre 2023.

Contraints par un budget de plus en plus serré, les Français commencent à piocher dans leurs économies. Le taux d'épargne des ménages, un indicateur très regardé, car il constitue une réserve de croissance, est passé de 17,9 % au deuxième trimestre à 17,4 %. Mais il reste supérieur de 2 points au niveau de 2019.

Au troisième trimestre 2023, le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT) augmente de 64 000 par rapport au trimestre précédent, à 2,3 millions de personnes.
Le taux de chômage augmente ainsi de 0,2 point, à 7,4 % de la population active en France (hors Mayotte). Il augmente de 0,2 point sur un an et retrouve son niveau du deuxième trimestre 2022, mais reste nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-3,1 points).

Face à la situation, le Gouvernement a décidé de soutenir les Collectivités et la décentralisation en annonçant que la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) des communes augmenterait au même rythme que l'inflation.
Ainsi, en septembre 2023, le Gouvernement a débloqué 220 millions d'euros de plus pour la DGF de 2024. Celle-ci augmentera donc de 320 millions d'euros. Une hausse comparable à celle qui avait été décidée pour 2023. Aujourd'hui de 27 milliards d'euros, la DGF est la principale dotation que l'Etat alloue aux communes, aux intercommunalités et aux départements. Compensation des compétences qui leur ont été transférées, elle est fondée sur des critères de population, de richesse, de ressources et de charges.

C – La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2023 – 2027

La LPFP 2023 -2027 donne un cadre pluriannuel aux budgets (englobant l'Etat, les administrations de sécurité sociale et les administrations publiques locales). Elle fixe des objectifs d'équilibre des finances publiques et la trajectoire pour y parvenir et décline les objectifs par type d'administration.

L'examen du PLPFP 2023-2027 avait fait l'objet d'une commission mixte paritaire qui a échouée le 15 décembre 2022. Finalement, le 27 septembre 2023, le PLPFP 2023-2027 a été adopté par l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture suite à l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution par la Première ministre Elisabeth Borne. La LPFP 2023 – 2027 a été promulguée le 18 décembre 2023 et publiée le 19 décembre 2023 au Journal Officiel de la République Française (JORF).

C-1 L'article 14 de la Loi de Programmation des Finances Publiques

La LPFP 2023 – 2027 prévoit en son article 14 une augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités, et l'enveloppe maximum des concours financiers, à périmètre constant et par année, a été définie comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027
FCTVA	6,70 Md€	7,10 Md€	7,63 Md€	7,88 Md€	7,79 Md€
Autres concours	46,15 Md€	46,88 Md€	47,32 Md€	47,78 Md€	48,26 Md€
TOTAL sans mesures exceptionnelles	52,85 Md€	53,98 Md€	54,94 Md€	55,66 Md€	56,04 Md€
Mesures exceptionnelles	2,11 Md€	411 M€	18 M€	5 M€	-
TOTAL avec mesures exceptionnelles	53,95 Md€	54,39 Md€	54,96 Md€	55,67 Md€	56,04 Md€

Ce plafond a été augmenté et serait revalorisé chaque année contrairement à la précédente LPFP 2018-2022, où il a connu des baisses (2019) et des stabilités (2022) :

	2018	2019	2020	2021	2022
Total des concours financiers de l'Etat aux collectivités (LPFP 2018-2022)	48,11 Md€	48,09 Md€	48,43 Md€	48,49 Md€	48,49 Md€

Des ressources exceptionnelles viendraient abonder l'enveloppe totale des concours financiers de l'Etat. Cela a particulièrement été le cas en 2023, où l'Etat a alloué 2,11 Md€ pour soutenir les collectivités dans un contexte économique difficile et incertain, notamment s'agissant de l'inflation, qui pèse sur les finances des collectivités.
Toutefois, cette nouvelle Loi de Programmation des Finances Publiques prévoit une disparition progressive de ces concours exceptionnels d'ici l'année 2027.

C-2 L'article 17 de la LPFP 2023 – 2027 et l'objectif non-contraignant d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement non-contraignant[2] est instauré au niveau national afin de faire contribuer les collectivités qui le souhaitent à un effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, qui se décline comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027
Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement	+4,8%	+2,0%	+1,5%	+1,3%	+1,3%

D - Les principales dispositions de la Loi de Finances pour 2024 et les effets sur le bloc communal

● La dotation forfaitaire en 2024

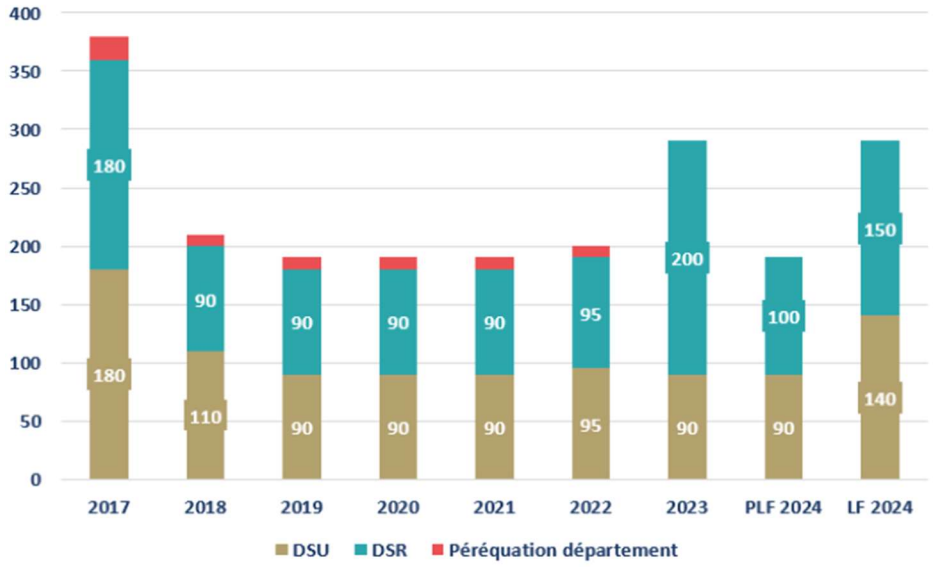
Pour 2024, le Gouvernement reconduit la suspension de l'application de l'écrêtement. Cette exonération est prévue à l'article 240 de la Loi de Finances pour 2024.

● Les abondements des dotations de péréquation verticale en hausse en 2024, et notamment de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

Depuis la fin de la contribution au redressement des finances publiques en 2018, les dotations de péréquation verticale sont moins abondées qu'auparavant.
En effet, de 2014 à 2017, ces dotations de péréquation avaient pour objectif de « contrer » la baisse de la dotation forfaitaire pour les communes les moins favorisées.
Pour 2024, l'abondement de la DSU est fixé à 140 M€ (contre 90M€ en 2023).

[2] Cet objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement devra être suivi et présenté chaque année à l'occasion du débat d'orientation budgétaire (pour les budgets principaux et pour chacun des budgets annexes).

Détail des abondements des dotations de péréquation verticale (en M€)[3] :

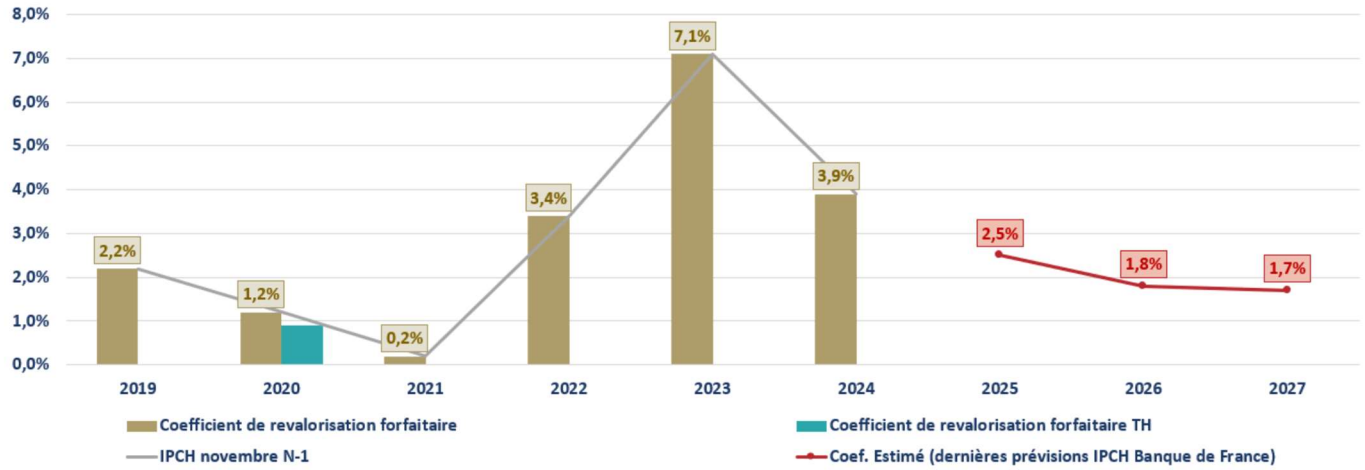


● <u>Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales annoncé pour 2024</u>

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017).
Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N).
A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

L'IPCH retenu est constaté début décembre 2023. Pour rappel, en 2023, le coefficient légal appliqué a été de +7,1% (contre +3,4% en 2022).

L'IPCH de novembre 2023 est ressorti sur un an à +3.9%, c'est ce coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales qui s'appliquera pour l'année 2024.
Sur le reste de la période, selon les dernières prévisions de la Banque de France, l'IPCH s'établiraient à +2.5% en 2024, +1.8% en 2026 et +1.7% en 2027[4].



[3] Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

[4] Toutefois, ces prévisions s'appliquent uniquement sur les bases d'habitation et de locaux industriels (et non sur les bases dites professionnelles et commerciales).

● Une loi de finance 2024 en soutien à l'investissement local, axée notamment sur la transition écologique

L'État renforce son soutien aux collectivités territoriales pour les accompagner et orienter leurs investissements en faveur de la transition écologique, avec la prolongation et le renforcement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert ».
Ce « fonds verts » qui s'établit désormais à 2,5 Md€ a, parmi ses priorités, la rénovation des écoles.

	Enveloppe 2023	Enveloppe 2024	Eligibilité	Objet
Fonds vert	1,5Mds€	2,5Mds€	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	**En priorité la rénovation des écoles** Toutes actions renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches).

Afin d'inciter les collectivités à orienter leurs investissements vers la transition écologique, « l'objectif de verdissement » des dotations est renforcé pour atteindre près de 0,5 Md€ soit 25% de l'enveloppe globale. L'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est introduit pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) avec un objectif de 20 %.

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites pour un montant de 2 Mds€ réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, DETR, DPV et DSID).
La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) exceptionnelle qui s'inscrit dans le cadre du plan de relance, vient également soutenir l'investissement public local à hauteur de 111 M€.

Le récapitulatif des enveloppes, en 2024, étant le suivant[5] :

	2024
DSIL	570 M€ + 111M€ de DSIL exceptionnelle
DETR	1,046 Mds€
DPV	150 M€
DSID	212 M€

[5] Dotation de Soutien à l4investissement Local (DSIL) / Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) / Dotation Politique de la Ville (DPV) / Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)

Et les conditions d'éligibilité :

	DSIL	DPV	DETR	DSID
Eligibilité	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains	Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate	Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier
Objet	Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes ; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants	Education, culture ; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social…	Économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics	Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural
Attribution	Par le préfet de région	Par le préfet de département	Par le préfet de département	Par le préfet de région

PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES – BUDGET COMMUNAL

A – L'analyse rétrospective de 2017 à 2023

1. La section de fonctionnement

a. Les recettes

Les recettes de fonctionnement (produits des cessions compris (article 775[6])) se maintiennent en 2023.

	Rétrospective						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Impôts et taxes / fiscalité locale (chap 73 + 731)	**5 852 699**	**5 861 190**	**5 924 827**	**6 500 304**	**6 624 021**	**6 808 083**	**7 198 675**
Evolution n-1		*0,15%*	*1,09%*	*9,71%*	*1,90%*	*2,78%*	*5,74%*
Dotations (chap 74)	**6 263 291**	**6 347 458**	**6 591 117**	**6 453 451**	**6 456 844**	**6 587 788**	**6 865 080**
Evolution n-1		*1,34%*	*3,84%*	*- 2,09%*	*0,05%*	*2,03%*	*4,21%*
Produits des services (chap 70)	**970 017**	**1 086 261**	**940 998**	**694 025**	**882 099**	**1 006 249**	**1 121 544**
Evolution n-1		*11,98%*	*- 13,37%*	*- 26,25%*	*27,10%*	*14,07%*	*11,46%*
Autres produits de gestion courante (chap 75)	**237 379**	**259 122**	**341 566**	**366 737**	**379 640**	**363 492**	**456 489**
Evolution n-1		*9,16%*	*31,82%*	*7,37%*	*3,52%*	*-4,25%*	*1,34%*
Produits financiers (chap 76)	**47**	**88**	**2 992**	**0**	**2 622**	**3 039**	**5 571**
Evolution n-1		*86,44%*	*3 300,00%*	*- 100,00%*	*100%*	*15,88%*	*83,33%*
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	**14 405 170**	**744 262**	**5 098**	**276 600**	**390 000**	**0**	**0**
Evolution n-1		*- 94,83%*	*- 99,32%*	*5 325,66%*	*41%*	*-100%*	*0%*
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	**126 137**	**100 752**	**72 879**	**99 235**	**105 642**	**104 941**	**35**
Evolution n-1		*- 20,12%*	*- 27,67%*	*36,16%*	*6,46%*	*-0,67%*	*-99,97%*
Atténuation de charges (chap 013)	**143 995**	**124 757**	**71 335**	**208 802**	**124 236**	**100 659**	**119 280**
Evolution n-1		*- 13,36%*	*- 42,82%*	*192,71%*	*-40,50%*	*-18,98*	*18,50%*
TOTAL	**27 998 735**	**14 523 891**	**13 950 812**	**14 599 154**	**14 965 106**	**14 974 254**	**15 766 678**
Evolution n-1		*-48,13%*	*-3,95%*	*4,65%*	*2,51%*	*0,06%*	*5,29%*
Evolution entre 2017 et 2023 (hors produit des cessions)							*15,99%*

Le produit des contributions directes a évolué de 30,76 % de 2017 à 2023 et de 10,54% entre 2022 et 2023.

	Rétrospective						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produit des contributions directes[7]	**4 363 912**	**4 375 208**	**4 556 918**	**4 942 553**	**5 081 571**	**5 162 329**	**5 707 335**
Evolution n-1		*0,26%*	*4,15%*	*8,46%*	*2,82%*	*1,59%*	*10,54%*
Evolution de 2017 à 2023							*30,76%*

[6] En 2017 : encaisse par la Commune de la cession des actions SIGEM (transmission universelle de propriété (TUP) pour un montant de 14 402 070 €

[7] Comptes 73111 et 7318 rôles supplémentaires

Cette évolution s'explique notamment, par les variations nominales des bases d'impositions prévues par les lois de finances et l'augmentation des taux appliquée en 2020, puis en 2023, comme suit :

en 2020[8] :

Taxe	Taux 2019	Taux 2020	Pourcentage d'augmentation
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	12.21%	14%	14.66%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPB)	25.97%	29.78%	14.67%

en 2023[9] :

Taxe	Taux 2022	Taux 2023	Pourcentage d'augmentation
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	14%	26.55%	2%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPB)	29.78%	30.38%	2%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)	10.85%	11.07%	2%

Le produit des taxes directes a donc évolué ainsi :

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Produit des taxes directes (73111)	**4 340 214**	**4 342 007**	**4 499 427**	**4 891 520**	**5 014 077**	**5 135 722**	**5 680 063**
Evolution n-1		*0,04%*	*3,63%*	*8.71%*	*6,92%*	*2,51%*	*10,60%*
Evolution de 2017 à 2023							*30,87%*

Le produit de la fiscalité indirecte[10] locale a, quant à lui, évolué de 0,17%, comme suit entre 2017 et 2023 :

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Produit de fiscalité indirecte	**1 488 787**	**1 485 982**	**1 367 909**	**1 557 751**	**1 542 172**	**1 645 754**	**1 491 340**[11]
Evolution n-1		*- 0,19%*	*- 7,95%*	*13,88%*	*-1%*	*6,72%*	*-9 ,38%*
Evolution de 2017 à 2023							*0,17%*

Cela s'explique par une hausse des droits de mutation de 74% entre 2017 et 2022, puis une baisse en 2023, s'ajoutant à la baisse de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) en 2023.

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Attribution de compensation (art 73211)	701 048	695 378	607 095	634 325	542 552	482 946	498 954
Evolution n-1		*- 0,81%*	*- 12,70%*	*4,49%*	*-14%*	*-10,99%*	*3,31%*
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381 / 73123 M57)	491 052	592 939	526 854	684 919	727 102	916 793	762 954
Evolution n-1		*20,75%*	*- 11,15%*	*30,00%*	*6,16%*	*26,09%*	*-16,78%*

[8] Délibération 2020.09 du 22 juin 2020 - vote des taux de fiscalité directe locale

[9] Délibération 2023.50 du 20 mars 2023 - vote des taux de fiscalité directe locale

[10] Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)

[11] Baisse des droits de mutation en 2023 et de la TCFE

La baisse de l'attribution de compensation s'explique par les transferts de compétences, les services communs et l'intégration du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales (FPIC).

Les dotations et participations[12] bénéficient d'une évolution de +9,61% entre 2017 et 2023, malgré une baisse de la DGF et de la DSU à 2022 et des subventionnements courants ; cette baisse s'arrête en 2023, notamment par la hausse de la DGF, le maintien de la DSU et l'augmentation des Fonds de rétrocession Genevois (FRG).

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Dotations	**6 263 291**	**6 347 458**	**6 591 117**	**6 453 451**	**6 456 844**	**6 587 789**	**6 865 080**
Evolution n-1		*1,34%*	*3,84%*	*- 2,09%*	*0,52%*	*2,03%*	*4,21%*
Evolution 2017 à 2023							*9,61%*

Détail des dotations et participations :

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	775 106	762 384	695 961	629 212	594 561	546 281	576 388
Evolution n-1		*- 1,64%*	*- 8,71%*	*- 9,59%*	*-5,51%*	*-8,12%*	*5,51%*
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (art 74123)	90 117	79 564	99 306	103 242	106 334	53 167	97 341
Evolution n-1		*- 11,71%*	*24,81%*	*3,96%*	*2,99%*	*-50%*	*83,09%*
FCTVA (art 744)	16 003	19 844	16 513	17 580	45 079	15 917	9 899,38
Evolution n-1		*24,00%*	*- 16,79%*	*6,46%*	*156%*	*-64,69%*	*-37,80%*
Participations (art 747)	1 299 574	1 179 408	1 201 753	1 029 077	1 104 364	1 140 147	1 080 656
Evolution n-1		*- 9,25%*	*1,89%*	*- 14,37%*	*7,32%*	*3,24%*	*-5,22%*
Compensations fiscales (art 748) dont FRG	4 077 357	4 306 258	4 577 584	4 674 340	4 606 506	4 832 277	5 100 796
Evolution n-1		*5,61%*	*6,30%*	*2,11%*	*-1,45%*	*4,90%*	*5,56%*

Les produits des services se maintiennent à environ 970 000 € par an de 2017 à 2019, mais accusent une forte baisse entre 2019 et 2020 du fait de la crise sanitaire ayant engendré la fermeture des services aux usagers (restauration scolaire, crèche, centre de loisirs).
En 2021 et 2022, un retour à la normale est constatable, avec une hausse des recettes de plus de 27% en 2021 et de 14,07% en 2022. En 2023, les produits perçus augmentent de 11,46%.

	Rétrospective				
	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
	940 998[13]	**694 025**	**882 099**	**1 006 250**	**1 121 544**
Evolution n-1	*- 13,37%*	*- 26,25%*	*27,10%*	*14,07%*	*11,46%*

Les produits de gestion courante se maintiennent.

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Autres produits de gestion courante (chap 75)	**237 379**	**259 122**	**341 566**	**366 737**	**484 514**	**462 687**	**456 489**
Evolution n-1		*9,16%*	*31,82%*	*7,37%*	*3,52%*	*-4,25%*	*-1,34%*
Evolution de 2017 à 2023							*92,30%*

[12] Dotations et participations : DGF, Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), Fonds de Compensation de la Taxe sur la valeur Ajoutée (FCTVA) en section de fonctionnement, subventions : Caisse Allocations Familiales, Préfecture, Conseil départemental, Conseil régional, Fonds Social Européen etc… et FRG / en 2023 FRG = 4 756 849 € contre 4 485 141 € en 2022
[13] Correspond à 11 mois de 2019 de janvier à novembre 2019 + les impayés du Guichet Unique de décembre 2018 à hauteur de 6 471.07 €

b. Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement restent maîtrisées avec une évolution de + 3,63% entre 2017 et 2023.
Une forte hausse de 6,73% s'effectue entre 2021 et 2022 du fait de la reprise de l'activité des services après l'épidémie de Covid-19 et de l'envolée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, à partir du 2ème semestre 2022, conséquence de la guerre en Ukraine et du contexte économique international.
En 2023, les dépenses réelles de fonctionnement s'infléchissent avec une baisse de 2,47%, par rapport au réalisé 2022.

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**11 675 264**	**11 707 781**	**12 219 578**	**11 958 915**	**11 661 985**	**12 405 386**	**12 099 046**
Evolution n-1		*0,28%*	*4,37%*	*- 2,13%*	*-2,48%*	*6,73%*	*-2,47%*
Evolution de 2017 à 2023							*3,63%*

Les charges de personnel demeurent malgré tout maîtrisées en 2023 et baissent de 1,28% par rapport à 2022.

Les autres charges de gestion courante sont également en baisse notamment du fait de la réduction du nombre d'associations ou des montants de subventions sollicités envers la Collectivité.
Les admissions en non-valeur se portent à 29 704 € en 2023 contre 25 552 € en 2022 et les créances éteintes, quant à elles montent à 32 606 € en 2023[14].
En 2022, une dépense exceptionnelle s'est opérée afin de reverser à Annemasse – Les Voirons – Agglomération une quote part de reclassement des voiries départementales, à hauteur de 276 480 €, ce qui explique la baisse globale du chapitre 65 en 2023 par rapport à 2022.

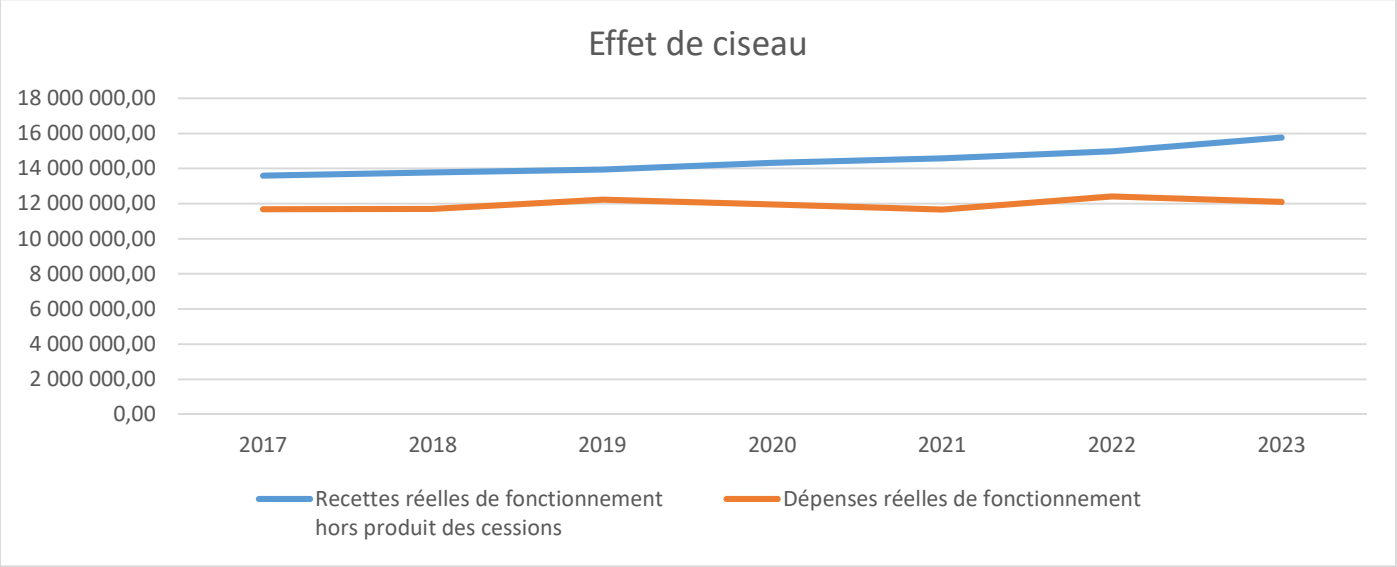
Les intérêts de la dette sont également en baisse du fait de l'absence de contractualisation d'emprunts entre 2017 et 2023 et du désendettement.

Les charges exceptionnelles sont en baisse. En 2023, la Collectivité a tout même maintenu une remise gracieuse de loyers et charges à hauteur de 18 000 € envers la Maison de Services Pluridisciplinaires (MSP).

[14] Délibération 2023.140 du 13 novembre 2023 – admissions en non - valeur et créances éteintes ; les créances éteintes concernent les loyers des Feux Follets et bau commerciaux

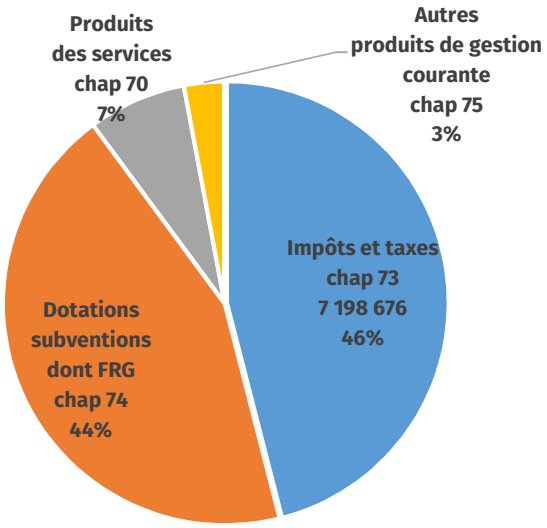
	Rétrospective						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges à caractère général (chap 011)	**2 888 345**	**2 934 445**	**3 369 276**	**3 026 496**	**2 792 277**	**3 012 620**	**3 107 473**
Evolution n-1		*1,60%*	*14,82%*	*- 10,17%*	*-7,74%*	*7,89%*	*3,15%*
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	**7 917 339**	**8 002 483**	**8 102 303**	**8 132 027**	**8 201 884**	**8 412 668**	**8 305 293**
Evolution n-1		*1,08%*	*1,25%*	*0,37%*	*0,86%*	*2,57%*	*-1,28%*
Atténuation de produit (chap 014)	**0**	**516**	**1 247**	**5 090**	**10 083**	**12 864**	**20 334**
Evolution n-1			*141,67%*	*308,18%*	*98,09%*	*27,58%*	*58%*
Autres charges de gestion courante (chap 65)	**721 614**	**666 696**	**655 874**	**657 834**	**548 990**	**867 747**	**642 072**
Evolution n-1		*- 7,61%*	*- 1,62%*	*0,30%*	*-16,55%*	*58,06%*	*-28,48%*
Intérêts de la dette (art 66111)	**117 977**	**101 936**	**85 943**	**68 530**	**59 072**	**39 812**	**25 800**
Evolution n-1		*- 13,60%*	*- 15,69%*	*- 20,26%*	*-13,80%*	*-32,60%*	*-35,20%*
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	**- 11 787**	**- 11 738**	**- 11 873**	**- 11 150**	**-13 167**	**- 9 970**	**- 5 486**
Evolution n-1		*- 0,42%*	*1,16%*	*- 6,09%*	*18,09%*	*-24,28%*	*-44,98%*
Autres charges financières (autres articles chap 66)	**10 311**	**0**	**0**	**1 702**	**4 037**	**0**	**0**
Evolution n-1		*- 100,00%*			*137,18%*		
Charges exceptionnelles (chap 67)	**31 465**	**13 443**	**16 808**	**78 385**	**58 807**	**37 806**	**3 559**
Evolution n-1		*- 57,28%*	*25,03%*	*366,36%*	*-25%*	*-35,71%*	*-57,74%*
Dotations aux provisions (chap 68 mouvement réel)						**31 836**	
Evolution n-1							

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement demeure contenue, et l'effet de ciseau, par rapport aux recettes réelles de fonctionnement, maîtrisé.

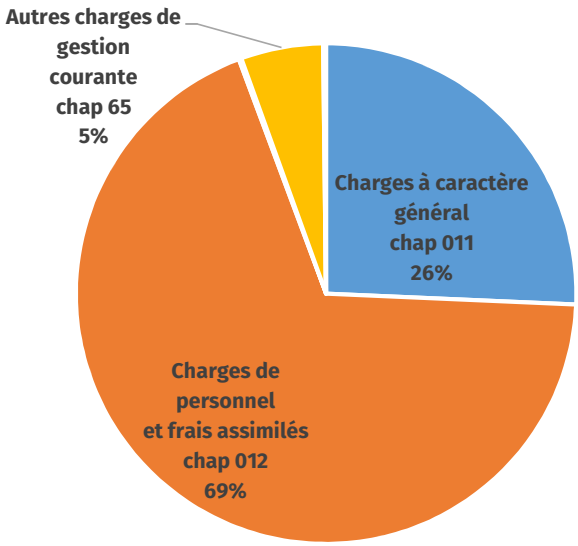


En 2023, les dépenses de fonctionnement sont contenues et en baisse de 2,47% alors que les recettes augmentent de 5,29%, combinaison de l'effort de maîtrise des dépenses des services et de la revalorisation des bases de fiscalité avec l'augmentation des taux de fiscalité directe locale appliquée par la Ville.

Réalisé 2023 recettes réelles de fonctionnement	Impôts et taxes chap 73	Dotations dont FRG chap 74	Produits des services chap 70	Autres produits de gestion courante chap 75	Produits financiers chap 76	Produits des cessions d'immobilisations chap 775	Produits exceptionnels chap 77 hors 775 produit des cessions	Atténuations de charges chap 013
15 766 678	7 198 675	6 865 080	1 121 544	456 489	5 571	0	35	119 280



Réalisé 2023 dépenses réelles de fonctionnement	Charges à caractère général chap 011	Charges de personnel et frais assimilés chap 012	Atténuations de produits chap 014	Autres charges de gestion courante chap 65	Intérêts de la dette et charges financières chap 66	Charges exceptionnelles chap 67	Dotations aux provisions chap 68
12 099 046	3 107 474	8 305 293	20 334	642 072	20 314	3 559	0

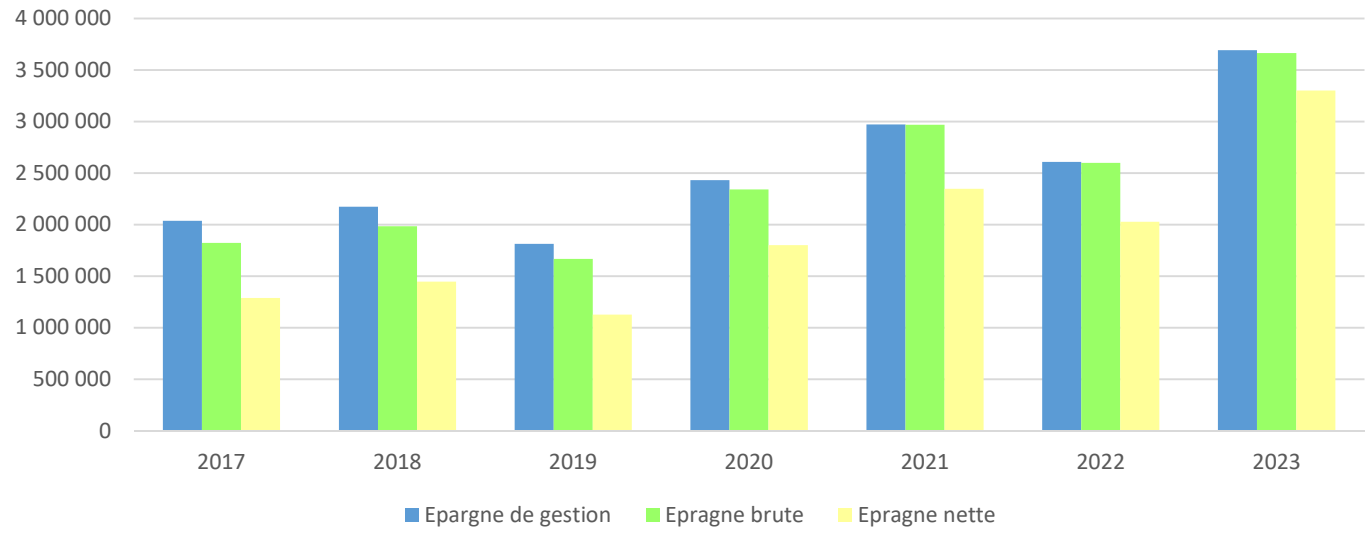


c. L'évolution des soldes financiers[15]

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne de gestion	2 036 278	2 173 784	1 812 079	2 432 169	2 971 915	2 608 680	3 693 432
Epargne brute	1 823 582	1 984 452	1 667 073	2 342 790	2 968 259	2 597 888	3 665 584
Taux d'épargne brute (en %)	13,42 %	14,97 %	12,99 %	16,66 %	19,86 %	17,42 %	23,43%
Epargne nette	1 289 231	1 447 463	1 127 326	1 800 158	2 347 933	2 028 341	3 300 217

La situation financière de la Collectivité est globalement saine, le taux d'épargne brute se situant au-delà de 10%[16]. Le taux d'épargne brute est à 23,43% au 31 décembre 2023.
L'épargne nette représente ainsi l'autofinancement que dégage la Ville pour financer ses investissements.

<u>Les épargnes</u>



[15] **Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.
Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.
Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.
Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

[16] Taux d'épargne brute = épargne de gestion (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement) / recettes réelles de fonctionnement hors produit des cessions

2. La section d'investissement

a. Les recettes

Les recettes d'investissement progressent en fonction du volume des travaux et de leur réception.

Le FCTVA[17] passe de 542 399 € en 2022 à 939 336 € en 2023 du fait de l'augmentation des dépenses d'investissement en travaux et en équipements au cours de l'année 2022.
Le produit des amendes de police augmente également de 51,33% par rapport à 2022, et se porte à 527 626 € contre 348 657 € en 2022.
Les subventions - participations versées en 2023 pour les travaux d'investissement s'élèvent à 767 593 € (comportant notamment le reversement par l'Agglomération et le Conseil départemental de la part de subventions dues à la Ville pour les travaux du Parvis du Collège Jacques Prévert, ou encore les acomptes pour les travaux de l'Ecole du Salève).
Aussi, le montant des subventions notifiées à la Ville et dont la demande de versement est reportée à 2024, se porte à 937 707 €.
Il s'agit, notamment, de soldes de subventions pour les travaux de l'Ecole du Salève, de participations financières du Conseil départemental, de Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc (ATMB) et de l'Agglomération d'Annemasse pour des travaux de voirie, ou encore de subventions de la Région et du Conseil départemental pour des travaux d'accessibilité en faveur des Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ou d'amélioration de performances énergétiques des bâtiments.

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Sous-total des recettes d'investissement	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**1 850 852**	**2 086 248**	**1 469 331[18]**	**2 291 664**
Evolution n-1		*5,14%*	*68,91%*	*- 30,94%*	*-20,80%*	*-29,57%*	*55,97%*
Evolution de 2017 à 2023 sans emprunt							*51,85%*

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020[19]**	**2021**	**2022**	**2023**
Total des recettes réelles d'investissement (avec emprunt)	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**3 350 852**	**2 086 248**	**1 469 331**	**2 291 664**
Evolution n-1		*5,14%*	*68,91%*	*25,02%*	*-37,74%*	*-29,57%*	*55,97%*

[17] Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)
[18] A 2 871 844 € avec la régularisation des écritures des exercices antérieurs pour le paiement du Tramway pour 1 402 513 € ou à 1 469 331,72 €, sans
[19] Refinancement de prêt CDC de 2016 en 2020 auprès du Crédit Agricole, ayant permis un gain de plus de 15 000 € en charges de fonctionnement pour son amortissement à 2031.

Le détail des recettes d'investissement se présente donc comme suit de 2017 à 2023 :

	Rétrospective						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
FCTVA (art 10222)	**322 122**	**271 542**	**513 633**	**486 506**	**187 480**	**542 399**	**939 336**
Evolution n-1		*- 15,70%*	*89,15%*	*- 5,28%*	*-61,46%*	*189,31%*	*73,18%*
Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	**236 811**	**345 613**	**218 957**	**169 812**	**198 859**	**161 296**	**57 107**
Evolution n-1		*45,94%*	*- 36,65%*	*- 22,45%*	*17,11%*	*-18,89%*	*-64,59%*
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	**539 143**	**626 750**	**931 744**	**647 280**	**797 431**	**409 722**	**767 593**
Evolution n-1		*16,25%*	*48,66%*	*- 30,53%*	*23,20%*	*-48%*	*87,34%*
Produit des amendes de police (1342)	**311 973**	**330 320**	**243 084**	**546 094**	**282 078**	**348 657**	**527 626**
Evolution n-1		*5,88%*	*- 26,41%*	*124,65%*	*-48,35%*	*23,60%*	*51,33%*
Chapitre 204 Régularisation paiement du Tramway (2041512 // 21 538)						**1 402 513**	
Evolution n-1							
Chapitre 23 dont remboursements d'avances sur marchés (art 238)						**4 666,52**	
Evolution n-1							
Autres immobilisations financières (chap 27)	**82 496**	**0**	**770 570**	**0**	**0**	**0**	**0**
Evolution n-1		*- 100,00%*		*- 100,00%*			
Autres recettes	**16 663**	**12 568**	**2 250**	**1 160**		**2 590**	**0**
Evolution n-1		*- 24,57%*	*- 82,10%*	*- 48,44%*			
Emprunts en cours	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	***620 400***[20]	**0**	**0**
Evolution n-1							
Total recettes réelles d'investissement	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**3 350 852**	**2 086 248**	**2 871 844**	**2 291 664**

b. Les dépenses

En section d'investissement, les réalisations 2023, hors remboursement du capital de la dette se portent à 4 149 307 €, soit :
▪ 3 542 556 € pour les opérations d'investissement,
▪ 606 750 € pour les investissements et équipements.

Les dépenses d'investissement phares de l'exercice 2023 portaient sur :
- l'école du Salève (opération 167) : 2 002 300 €
- la mise en conformité de l'accessibilité des bâtiments (opération 174) : 55 480 €
- la mise en conformité des réseaux d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales (opération 176 / 176bis) : 97 870 €
- les travaux d'aménagement du pôle administratif de l'école du Châtelet (opération 177) : 59 922 €
- la rénovation de la chaufferie du groupe scolaire des Voirons (opération 180) : 126 572 €
- la requalification des rues (opération 164) 214 227 € (Rue des Belosses, Cours de la République, Rue des Vignes – Rue du 18 Août)
- les modes doux (opération 170) : 41 289 €
- l'aménagement Rue de Genève – Rue Desbiolles (opération 183) : 89 475 €

[20] Refinancement du prêt contracté en 2016 pour la création de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP)

- le parvis du Collège (opération 166) : 141 845 €
- l'acquisition du local commercial de la Caisse d'Epargne (opération 173) 431 489 €
- les acquisitions foncières aux Feux Follets : 111 187 €.

Les dépenses d'investissement se sont déroulées comme suit :

	Rétrospective						
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	**2 411 145**	**4 456 265**	**4 367 088**	**1 711 891**	**4 782 020**	**8 080 473**[21]	**4 110 283**
Evolution n-1		*84,82%*	*- 2,00%*	*- 60,80%*	*179,34%*	*68,98%*	*-49,13%*
Subventions d'équipement (art 204)	**244 651**	**178 611**	**934 279**	**646 263**	**123 588**	**38 077**	**39 015**
Evolution n-1		*- 26,99%*	*423,08%*	*- 30,83%*	*-80,88%*	*-69,19%*	*-23,80%*
Sous-total dépenses d'équipement	**2 655 796**	**4 634 876**	**5 301 367**	**2 358 154**	**4 905 609**	**8 118 550**	**4 149 298**
Evolution n-1		*74,52%*	*14,38%*	*- 55,52%*	*108,03%*	*65,50%*	*-48,89%*
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	534 352	536 989	539 747	542 632	620 326	569 507	365 367
Evolution n-1		*0,49%*	*0,51%*	*0,53%*	*14,32%*	*-8,19%*	*-35,85%*
Autres investissements hors PPI	83 479	243 591	54 214	58 756	*659 893*	*1 013*	*0*
Evolution n-1		*191,80%*	*- 77,74%*	*8,38%*	*1000 ,23%*[22]	*-99,85%*	*-100%*
Autres immobilisations financières (chap 27)	151 723	12 750	28 035	0	0	0	0
Evolution n-1		*- 91,60%*	*119,88%*	*- 100,00%*	*0%*		
Total des dépenses réelles d'investissement	**3 425 350**	**5 428 205**	**5 923 362**	**2 959 542**	**6 185 828**	**8 689 070**	**4 514 674**
Evolution n-1		*58,47%*	*9,12%*	*- 50,04%*	*109%*	*40,47%*[23]	*-48,04%*

[21] 8 080 473 € de dépenses d'équipement, dont 1 402 413 € de régularisation des dépenses du Tramway (article 21538)
[22] Correspond à 41 037,84 € de rente viagère et 617 500,07 de refinancement du prêt Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP)
[23] Sans la régularisation des écritures du Tramway, emprunt inclus, le total des dépenses d'investissement se porte à 7 276 657 €, et sont en augmentation de 17,63% par rapport à 2021

Le financement de l'investissement s'est donc réalisé ainsi :

Rappel des dépenses d'équipement :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sous-total dépenses d'équipement	2 655 796	4 634 876	5 301 367	2 358 154	4 905 609	8 118 550	4 149 298

financées comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne nette (a)	1 289 231	1 447 463	1 127 326	1 800 158	2 347 933	2 028 381	3 300 217
FCTVA (b)	322 122	271 542	513 633	486 506	187 480	542 400	939 336
Autres recettes (c)	647 942	688 501	1 234 861	717 066	480 937	1 919 723	584 735
Produit de cessions (d)	14 405 170	744 262	5 098	276 600	390 000	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	16 759 184	3 239 164	2 939 981	3 301 179	3 301 754	4 461 484	4 824 288
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	539 143	626 750	931 744	647 280	797 431	409 722	767 593
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	1 500 000	0	**0**	**0**
Financement total h = (e+f+g)	17 298 327	3 865 914	3 871 725	5 448 459	4 099 185	4 871 206	5 591 881

Résultat de l'exercice	14 407 328	-1 025 303	-1 511 891	3 031 549	- 796 738	- 3 248 357	1 444 630

c. L'analyse de la dette

Au 31 décembre 2023, le capital restant dû de la Ville se porte à 2 215 300,10 €.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
2 215 300.10 €	0,67 %	12 ans et 10 mois	6 ans et 6 mois	3

Malgré la contractualisation d'un emprunt de 1.5M € en 2020, l'encours de dette de la Ville est en baisse, dans le cadre d'une prospective établie sans emprunt à ce jour, comme suit, d'ici 2027 :

	2024	2025	2026	2027
Encours moyen	2 141 199 €	1 936 736 €	1 736 362 €	1 535 989 €
Capital payé sur la période	303 041 €	200 373 €	200 373 €	200 373 €
Intérêts payés sur la période	18 573 €	12 990 €	11 540 €	10 090 €
Taux moyen sur la période	0,67 %	0,65 %	0,65 %	0,64 %

- Structure de la dette :

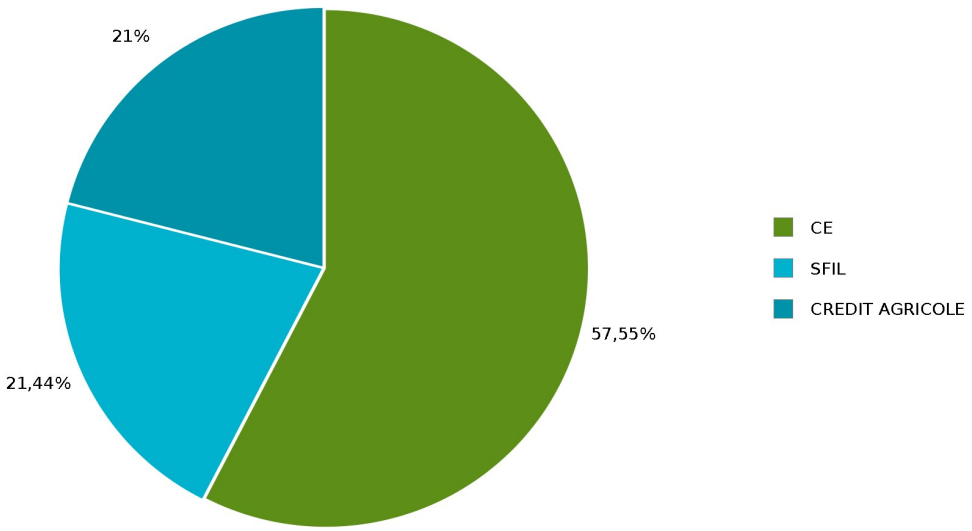
  - répartition par taux :

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	2 215 300.10 €	100,00 %	0,67 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
Ensemble des risques	**2 215 300.10 €**	**100,00 %**	**0,67 %**

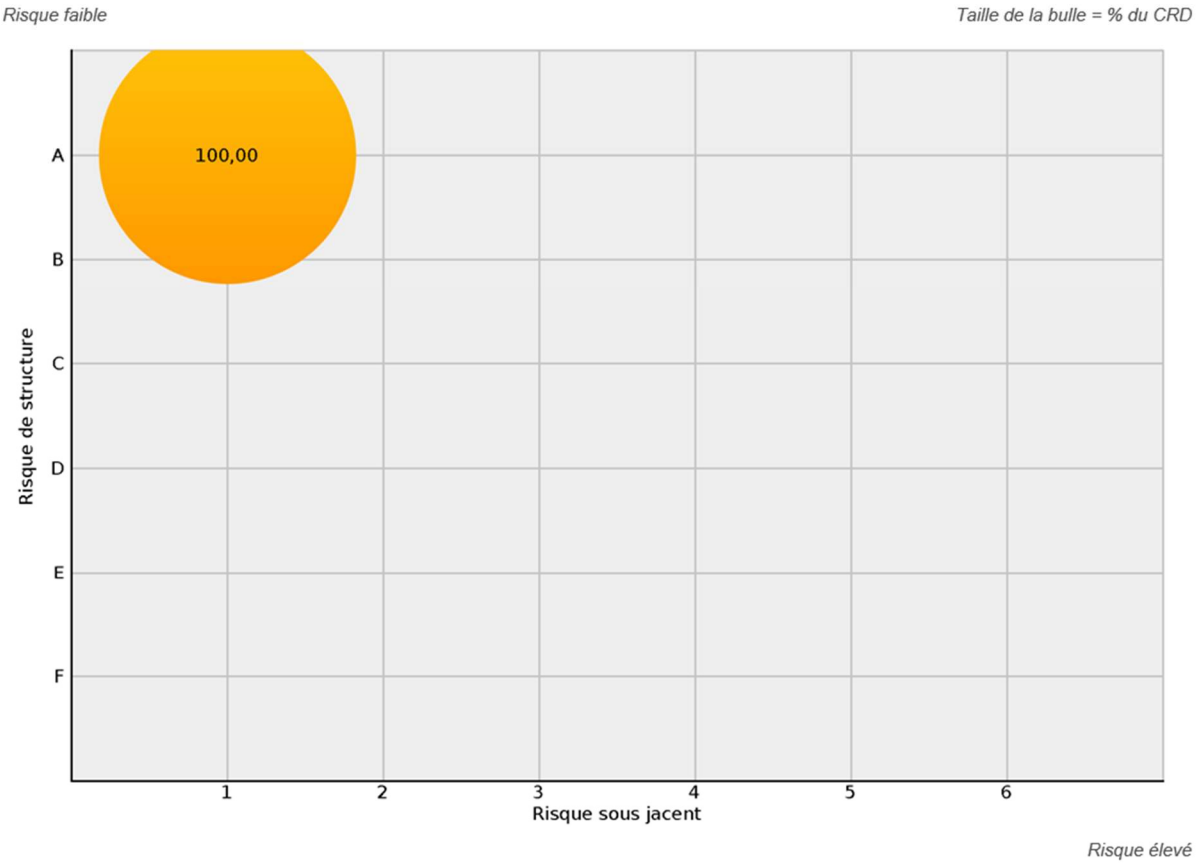
Suite au refinancement en 2021 du prêt à taux variable, la totalité de la dette de la Ville est à taux fixe, ce qui permet une bonne visibilité et maîtrise de son évolution.

  - répartition par prêteur :

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
CAISSE D'EPARGNE	1 275 000.00 €	57,55 %	
SFIL CAFFIL	475 000.10 €	21,44 %	
CREDIT AGRICOLE	465 300.00 €	21,00 %	
Ensemble des prêteurs	**2 215 300.10 €**	**100,00 %**	**-**



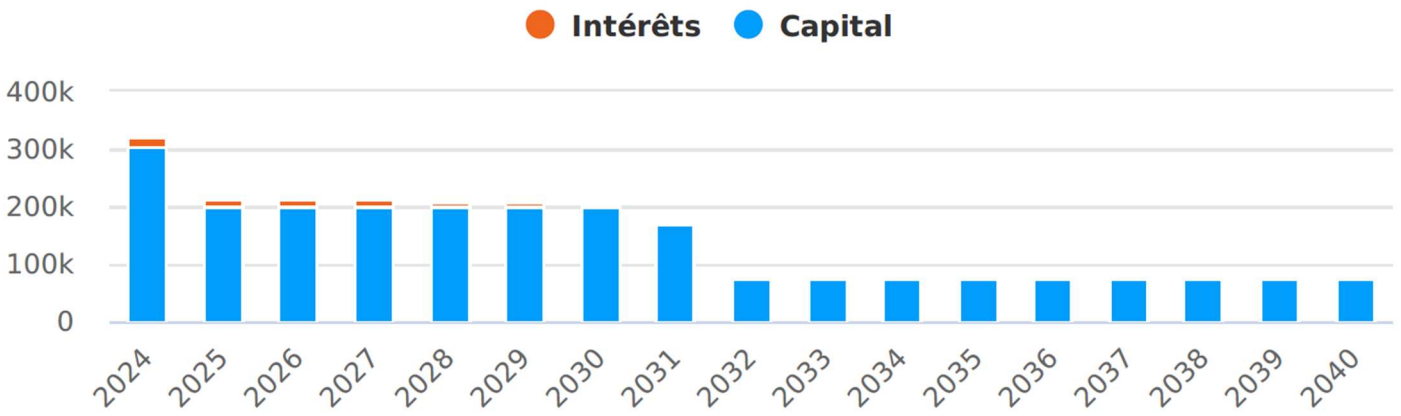
- classification de la dette de la Ville selon la charte de bonne conduite :



- le ratio de désendettement[24] dans un scénario sans emprunt est de moins de 1 an au 31 décembre 2023 et de même à 2027 :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ratio	2,2 ans	1,8 ans	1,75 ans	1,50 ans	1,15 ans	0,95 ans	0,82 ans	0,71 ans	0,64 ans	0,62 ans	0,60 ans

- le profil d'extinction de la dette d'ici 2040 se présente donc comme suit :



[24] Le ratio de désendettement (capacité de désendettement) détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

3. Les résultats prévisionnels du budget principal de la Ville de Gaillard se présentent donc comme suit au 31/12/2023 :

Section de fonctionnement

		Crédits ouverts	Réalisations
Dépenses			
Dépenses réelles		13 657 392,76	12 099 046,37
Dépenses d'ordre		1 029 190,00	1 008 948,05
Virement à la section d'investissement 023		10 111 203,43	
	Total	**24 797 786,19**	**13 107 994,42**
Recettes			
Recettes réelles		14 930 528,00	15 766 678,41
Recettes d'ordre		0,00	0,00
Excédent de fonctionnement reporté (002)		9 867 258,19	
	Total	**24 797 786,19**	**15 766 678,41**
Résultat de clôture 2023		12 525 942,18	
Résultat net exercice 2023		2 658 683,99	

Section d'investissement

		Crédits ouverts	Réalisations
Dépenses			
Dépenses d'équipement réelles		17 594 178,48	4 514 665,38
Dépenses d'ordre		1 020 000,00	139 281,19
Reports		2 173 993,06	
Solde d'exercice déficitaire N-1 (001)			
	Total	**20 788 171,54**	**4 653 946,57**
Recettes			
Recettes d'équipement		3 188 691,10	2 850 012,25
Reports		1 615 644,96	
Recettes d'ordre		1 029 190,00	1 148 229,24
Virement de la section de fonctionnement		10 111 203,43	
Excédent d'investissement reporté (001)		4 843 442,05	
	Total	**20 788 171,54**	**3 998 241,49**
Résultat de clôture 2023		4 187 736,97	
Résultat net exercice 2023		-655 705,08	

Résultat global (net) exercice 2023	2 658 683,99	**Résultat de clôture exercice 2023**	12 525 942,18
	-655 705,08		4 187 736,97
	2 002 978,91		16 713 679,15

REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT BP 2024	937 707,86
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT BP 2024	1 937 776,90
BESOIN EN RECETTES INVESTISSEMENT POUR FINANCEMENT REPORTS EN DEPENSES 1068 BP 2024	-1 000 069,04
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE 001 BP 2024	4 187 736,97

Le fonds de roulement prévisionnel au 31/12/2023 se porte à 16 713 679,15 €[25].

[25] Au 31 décembre 2022, le fonds de roulement s'établissait à 15 269 048,34 €

B – La prospective financière pour 2024

Le budget primitif 2024 s'attachera à maintenir l'investissement et la qualité des services publics mis en œuvre pour les Gaillardins, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique et aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances pour 2024.

1. Les recettes de fonctionnement

Après des prévisions extrêmement prudentes aux budgets primitifs 2020 à 2022, afin d'anticiper des pertes de recettes liées à la prolongation de la crise sanitaire et à la réforme de la fiscalité, suite à la suppression de de la taxe d'habitation, les prévisions 2024 restent stables et dans la continuité du réalisé 2023.

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024
Impôts et taxes (chap 73)	**5 982 718**	**6 194 021**	**6 258 308**	**6 745 448**	**7 150 906**
Variation		*3,53%*	*1,04%*	*7,78%*	*6,01%*
Dotations (chap 74)	**5 917 033**	**5 926 889**	**6 087 015**	**6 392 830**	**6 417 947**
Variation		*0,69%*	*2,70%*	*5,02%*	*0,39%*
Produits des services (chap 70)	**826 834**	**899 150**	**888 400**	**991 100**	**1 086 600**
Variation		*8,75%*	*-1,20%*	*11,56%*	*9,64%*
Autres produits de gestion courante (chap 75 / comprend le chap 77 à compter de la M57 au 01/01/2023)	**334 100**	**368 410**	**385 200**	**698 550**	**695 500**
Variation		*0,46%*	*4,6%*	*81,35%*	*-0,44%*
Produits financiers (chap 76)	**2 900**	0	**2 600**	**2 600**	**2 500**
Variation			*100%*	*0%*	*-3,8%*
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775) (devient chap 75 en M57)	**45 000**	**45 000**	**54 500**	**0**	**0**
Variation		*0,00%*	*21%*		
Atténuation de charges (chap 013)	**100 000**	**150 000**	**135 000**	**100 000**	**100 000**
Variation		*50,00%*	*-10%*	*-25,93%*	
TOTAL	**13 208 585**	**13 583 470**	**13 811 023**	**14 930 528**	**15 453 453**
Variation		*3,07%*	*1,68%*	*8,11%*	*3,50%*

a. La fiscalité

Le produit des contributions directes, sans prévision de hausse des taux en 2024 par la Collectivité, tout en prenant en compte une revalorisation des bases[26], devrait ainsi se porter à 5 907 906 €.

Pour ce qu'il en est des droits de mutations, même si leur montant est en constante hausse depuis 2017, (en 2022, le produit s'élevait à 916 793 € et en 2023 à 762 954 €), il est prudent de prévoir une recette à hauteur de 550 00 € pour 2024.

L'attribution de compensation prévisionnelle de Annemasse Agglo est prévue pour 468 000 € en 2024 (contre 482 947 € en 2022 et 498 954 € en 2023).

[26] Revalorisation des bases à +3,81% - PLF 2024

b. Les dotations

Grâce à la Loi de Finances pour 2024, il n'est pas prévu d'écrêtement sur la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et elle est estimée à 576 388 €, comme en 2023.

En 2022, la Ville est sortie du rang des communes éligibles à la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)[27], elle a bénéficié de 50% de garantie de sortie.
En 2023 et 2024, la Commune est à nouveau éligible à la DSU à hauteur de 100 539 €.

Les participations et subventionnements courants des services baissent sensiblement et sont estimés à 1 882 947 € contre 2 098 332.42 € en 2023. Cela s'explique d'une part, par une prévision prudente des dotations et subventions à percevoir et d'autre part, par la baisse des subventions en faveur du Jardin d'insertion, du fait du réalisé en dépenses sur l'année 2023 et de ce service nouvellement repris par l'association des Restaurants du Cœur en 2024.

Quant aux FRG 2024, ils sont prévus prudemment à hauteur de 4 525 000 €, et ont été perçus pour 4 756 849 € en 2023.

Ainsi, le montant des dotations et subventions se maintien et est notamment abondé du fait de l'augmentation constante des FRG[28].

c. les autres recettes de fonctionnement[29]

Les autres recettes de fonctionnement, produits des services et de gestion courantes sont prévues à hauteur de 1 784 600[30] €.

2. Les dépenses de fonctionnement

La gestion des crédits inscrits en dépenses pour assurer le fonctionnement des services, sous forme de charges à caractère général, ainsi que pour la rémunération des agents constituent les deux postes principaux du budget de fonctionnement.

En 2023, les prévisions en dépenses de fonctionnement augmentent, du fait du contexte économique international, marqué par la tendance haussière des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, en sus de l'inflation prévisionnelle.
Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 13 657 393 €[31].
Aussi, comme les prévisions macro - économiques de fin 2022 ne se sont pas réalisées, grâce à l'amortisseur électricité et à l'effort de maîtrise des dépenses des services au cours de l'année 2023, les dépenses de fonctionnement se sont réalisées à hauteur de 12 099 046 €, soit – 11,41 % par rapport aux prévisions 2023 et -2,47% par rapport au réalisé 2022[32].

---

[28] Augmentation de 3,5 % entre 2021 et 2022 et de 6,06% entre 2022 et 2023
[29] Chapitre 75 : recettes exceptionnelles, don de 300 000 €
[30] Chapitre 70, chapitre 75 dont leg Decroux à hauteur de 300 000 €
[31] Il est à préciser qu'une décision modificative au budget 2022 a été votée par délibération n°2022.357, le 03/10/2022, afin d'augmenter les crédits ouverts en section de fonctionnement pour faire face à l'augmentation du point d'indice, à la hausse du SMIC et à la prime inflation, faisant passer la section de fonctionnement en dépenses réelles budgétées de 12 810 648 € à 13 099 612
[32] Les dépenses réelles de fonctionnement 2022 se portaient à 12 405 386 €

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	RAPPEL CA 2023 et évolution % par rapport au BP 2023
Charges à caractère général (chap 011)	**3 451 457**	**3 588 312**	**3 487 948**	**4 110 078**	**3 789 935**	**3 107 473**
Variation		*3,61%*	*-2,99%*	*14,97%*	*-7,79%*	*-24,39%*
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	**8 455 868**	**8 565 286**	**8 528 000**	**8 669 875**	**8 343 544**	**8 305 293**
Variation		*1,29%*	*-0,44%*	*1,19%*	*-3,76%*	*-4,21%*
Atténuation de produit (chap 014)	**5 090**	**10 083**	**12 864**	**35 334**	**0**	**20 334**
Variation		*- 100,00%*	*27,58%*	*16,60%*		*-42,45%*
Autres charges de gestion courante (chap 65)	**773 159**	**577 674**	**953 640**	**777 274**	**623 596**	**642 072**
Variation		*- 31,24%*	*65,08%*	*-31,39%*	*-19,77%*	*-17,39%*
Intérêts de la dette (art 66111)	**69 824**	**60 004**	**40 000**	**26 000**	**20 000**	**25 800**
Variation		*-14,06%*	*-33,34%*	*-35%*	*-23,08%*	*-0,77%*
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 11 917	- 12 581	-9 970 ,58	- 5 485	**-4 235**	**- 5 486**
Variation		*5,57%*	*-20,75%*	*-44,99%*	*-22,79%*	
Autres charges financières (autres articles chap 66)	**2 000**	**4 900**	**2 600**	**0**	**2 220**	**0**
Variation		*145,00%*	*-46,94%*	*-100%*		
Charges exceptionnelles (chap 67)	**105 784**	**58 831**	**42 030**	**19 317**	**10 300**	**3 559**
Variation		*- 67,39%*	*-28,56%*	*-84,97%*	*-46,68%*	*-81 ,57%*
Charges exceptionnelles (chap 68) (dotations aux provisions mouvement réel)			**42 500**	**25 000**	**25 000**	**0**
				-41,18%		
TOTAL	**12 851 266**	**12 852 510**	**13 099 612**	**13 657 392**	**12 810 359**	**12 099 046**
Variation		*- 0,00%*	*-0,33%*	*2%*	*-6,20%*	*-11,41%*

a. Les charges à caractère général et autres dépenses

Les prévisions en dépenses pour les charges à caractère général sont en baisse de 6,20% par rapport au budgété 2023. Sont tout de même intégrées les prévisions macro-économiques impactant le prix des fluides pour +2,5% ou l'alimentation et les fournitures et services du fait de l'inflation.

b. Les orientations en matière de gestion des ressources humaines

La Collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements, en redéployant les effectifs via des mobilités internes, en retravaillant les organisations (*l'externalisation de la production des repas via un marché public de restauration, transfert du chantier d'insertion à l'ADM 74)* en mettant en œuvre des dispositifs d'accompagnement au retour ou au maintien à l'emploi.

L'objectif est la pérennisation des emplois actuels et le remplacement des départs en retraite (ou par voie de mutation) par des recrutements sur des postes stratégiques, qualifiés et justifiés, dans le respect des limites budgétaires allouées. Cependant, le déploiement de ces orientations est complexifié par un marché du travail tendu, compte tenu de la proximité de la Suisse et des suites de la crise sanitaire 2020-2021, mais également par les difficultés de recrutement qui s'étendent à toute la Fonction Publique.

La masse salariale représente environ 65,4% des dépenses récurrentes de fonctionnement de la Ville, de par la nature de ses interventions. De ce fait, la maîtrise budgétaire notamment des dépenses de fonctionnement, implique un pilotage fin de la masse salariale et des efforts de gestion doivent être pérennisés dans le temps afin de contenir les dépenses de personnels en permettant néanmoins un développement des moyens dédiés aux priorités stratégiques.

Toutefois, l'année 2023 a été particulièrement marquée par des mesures nationales de revalorisation dans un contexte d'inflation forte et en particulier d'explosion des prix de l'énergie.

La revalorisation du SMIC au 1er mai 2023 de 2,2%
La revalorisation du point d'indice au 1er juillet 2023 faisant passer le point d'indice de 4,89€ à 4,92€ soit une augmentation de 1,5%.
La mise en place de l'indemnité de résidence à compter du 1er décembre 2023, soit une prime mensuelle de 3% du traitement indiciaire brut pour tous les agents de la collectivité (impact estimé en 2024 : 75 460€)
L'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à tous les agents à compter du 1er janvier 2024 (impact estimé en 2024 : 82 420€)

A ces éléments d'ordre national, s'ajoute une volonté de la collectivité d'être attractive et de s'assurer de la fidélité de ses agents en mettant en place les Titres Restaurants (montant estimé 2024 : 50 000€)

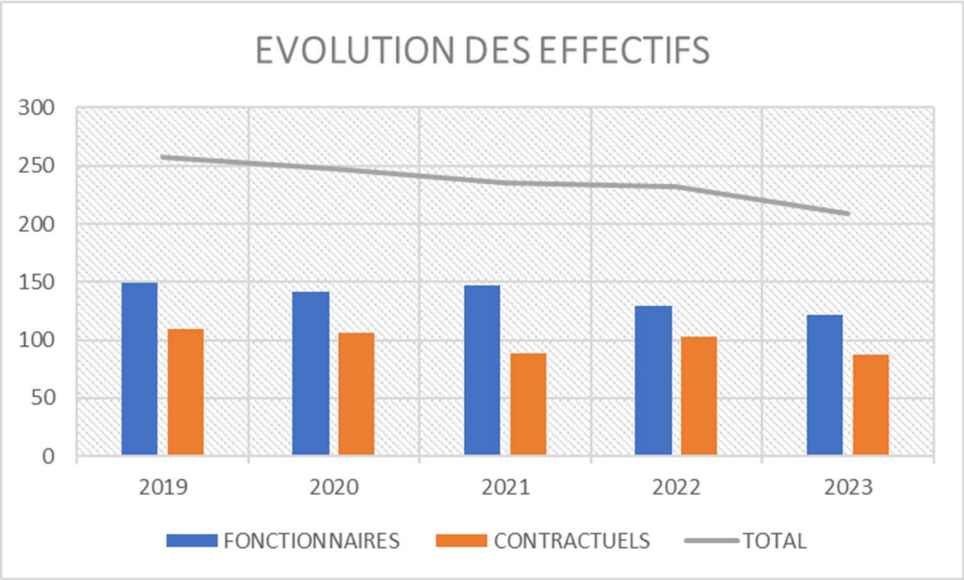
Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) positif est un phénomène qui contribue habituellement à l'évolution à la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons et de grades, ou de la promotion interne. Son coût est relativement stable dans le temps mais une augmentation est estimée à 19 000€ pour 2024.

Il est constaté depuis plusieurs années une augmentation du taux d'absentéisme avec la nécessité de remplacer les agents absents pour assurer les taux d'encadrement notamment ce qui engendre un surcoût notable.

Il est à noter que les charges patronales devraient rester stables (hors taux accident de travail applicable aux rémunérations des contractuels pouvant augmenter en 2024) ; aucune augmentation des taux des prélèvements obligatoires n'est annoncée pour 2024. Toutefois, tous les éléments générant des augmentations salariales induisent, de fait, une augmentation des charges patronales (SMIC, revalorisation grilles indiciaires, etc..).

Eu égard à tous les éléments susmentionnés, en dépit des efforts consentis par la Collectivité en matière d'organisation, de rationalisation des missions et des services, la masse salariale restera stable en 2023 par rapport à 2024.

Les effectifs de 2019 à 2023 :



ANNEE	FONCTIONNAIRES	CONTRACTUELS	TOTAL
2019	149	109	258
2020	142	106	248
2021	147	88	235
2022	129	103	232
2023	122	87	209

La Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)

Celle-ci se caractérise par une grande diversité d'outils au sein de la Commune de Gaillard pour gérer la GPEEC attentivement : ***pyramide des âges, fiches de poste, tableau des emplois, règlement intérieur, plan de formation, intégration de critères d'évaluation axés sur les compétences comportementales et les valeurs et principes de fonctionnement retenus au sein de la collectivité dans le guide des entretiens annuels d'évaluation, régime indemnitaire (RIFSEEP).***
Plus qu'une question d'outils, la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs, des Compétences (GPEEC) repose avant tout sur une volonté d'anticiper et de se préparer aux changements. C'est une démarche initiée pour faire évoluer les organisations avec leurs acteurs. La GPEEC doit s'articuler avec le projet politique de la collectivité. Une politique de gestion des ressources humaines se déduit toujours de la stratégie souhaitée par les élus pour développer les services à destination des administrés.

Au-delà des éléments basiques de la définition même de la GPEEC, **l'objectif stratégique et structurel est de contribuer à insuffler une culture de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences aux encadrants et de réduire la masse salariale à l'échelle du mandat**.

En effet, le contexte territorial incite à aller vers des dispositifs d'anticipation et de prospectives : **contraintes budgétaires, baisse des dotations, incertitudes quant à la dotation franco-genevoise, nombreuses modifications législatives et réglementaires en matière de FPT, accélération des évolutions**

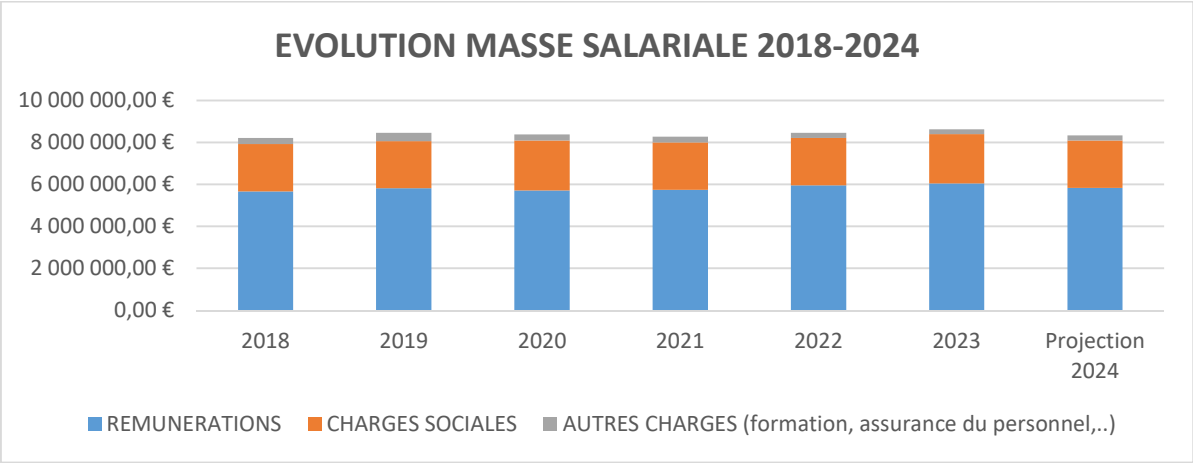
technologiques, développement de nouveaux métiers, accroissement des besoins et des exigences du public, recomposition de la carte territoriale, départs à la retraite dans les années à venir, vieillissement des agents…

Trois types de facteurs justifient donc une démarche de gestion prévisionnelle dans la collectivité :

● **Les mutations structurelles** : besoins nouveaux d'expertise et de pilotage ; évolutions d'organisation et de gestion *(protection des données, numérisation, mutualisation, internalisation ou externalisation de certaines prestations…)* ;
● **Des évolutions conjoncturelles** : Transformation de la structure des effectifs - Réformes et mesures faisant apparaître des besoins d'évolution des qualifications et des compétences individuelles et collectives ; contraintes budgétaires en regard du poids et de la progression inéluctable de la masse salariale ***;***
● **Des problématiques de ressources humaines en tant que telles** : Pénibilité au travail, risques psycho-sociaux accrus dans le cadre des conduites au changement, allongement des carrières, diminution des recrutements externes, démographie des effectifs et gestion des départs en retraite***.***
Le travail sur la gestion prévisionnelle des effectifs engagé -visant l'institution d'un dialogue de gestion entre la direction générale des services, les directions et la direction des Ressources Humaines- permet d'anticiper les besoins futurs liés à des départs à la retraite ou à des compétences nouvelles.

<u>Le récapitulatif des dépenses et l'évolution de la masse salariale</u>

ANNEE	REMUNERATIONS	CHARGES SOCIALES	AUTRES CHARGES (médecine, assurance personnel,..)	TOTAUX
2018	5 673 450,28 €	2 246 777,78 €	288 093,56 €	8 208 321,62 €
2019	5 814 961,80 €	2 250 845,91 €	386 542,37 €	8 452 350,08 €
2020	5 713 706,06 €	2 379 644,52 €	291 398,00 €	8 384 748,58 €
2021	5 739 046,09 €	2 259 399,52 €	275 282,94 €	8 273 728,55 €
2022	5 958 352,00 €	2 255 459,00 €	235 279,00 €	8 449 090,00 €
2023	5 810 240,00€	2 293 610,00€	200 110,00€	8 303 960,00€
Projection 2024	5 833 517,00€	2 258 279,00€	297 447,00€	8 389 243,00€



La durée effective du travail

Les obligations de service annuelles pour un agent de la collectivité à temps complet sont de 1 607 heures à effectuer, conformément au décret n° 2001-623 du 12/07/2001 et de la loi du 06/08/2019.
Le télétravail :
En date du 14 décembre 2020, après avis du Comité Technique, le Conseil Municipal de la commune de GAILLARD a posé les principes du cadrage des autorisations du télétravail pour les agents communaux et ce à compter du 01er janvier 2021.

Les évolutions en dépenses et recettes de personnel

				2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections 2024
DEPENSES	REMUNERATIONS	6218	Personnels exterieurs (fin des APE)	66 084,06	20 045,85	4 215,75	-	-	-		-
		6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement coordo. prévention sécurité Mairie - Agglo	7 424,00	-	-	-	-			-
		64111	Titulaires + stagiaires	2 909 077,83	2 977 400,56	2 880 461,24	2 974 503,94	3 110 860,05	3 010 931,79	2 790 984,92	2 756 023,78
		64131 / 6414	Contractuels / vacations	1 405 301,55	1 421 869,79	1 699 535,82	1 592 863,02	1 359 901,31	1 592 646,01	1 916 029,49	1 985 033,23
		6417	Apprentis	26 896,64	39 367,73	22 412,28	5 666,72	4 801,03	-	-	
		64112-64118-64113	Indemnités, NBI et SFT	1 017 925,02	1 085 443,97	1 087 044,89	1 029 484,27	1 137 494,27	1 132 485,43	1 015 604,77	1 092 459,96
		64168	Autres emplois d'insertion (Jardin d'insertion)	117 461,64	129 322,38	121 291,82	111 188,11	125 989,43	135 344,47	87 674,69	
			Rémunérations total	**5 550 170,74**	**5 673 450,28**	**5 814 961,80**	**5 713 706,06**	**5 739 046,09**	**5 871 407,70**	**5 810 293,87**	**5 833 516,97**
	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE	6451	URSSAF	917 932,69	909 387,16	976 324,15	953 997,06	916 777,93	981 346,58	1 038 714,95	1 037 723,33
		6453	Caisses de retraite	1 029 697,71	1 044 812,70	942 515,01	1 102 638,15	1 062 497,38	1 037 761,92	981 702,75	948 193,89
		6454	ASSEDIC	92 714,50	72 391,44	72 771,25	67 966,70	58 816,82	68 973,95	78 643,58	79 340,73
		6455	Assurance du personnel (imputé pour partie en 011)	40 827,79	42 277,24	50 556,05	49 835,40	160 456,27	168 034,96	141 793,16	147 441,21
		6161	Assurances multirisques	103 798,16	122 108,24	153 045,95	141 730,85	-			
			sous-total assurance	144 625,95	164 385,48	203 602,00	191 566,25	160 456,27	168 034,96	2 240 854,44	2 212 699,16
		6456	Fonds compensation SFT	-	-	336,00	-	-		151,00	
		6457	Cotisation apprentissage								
		6458/6474	Cotisations aux organismes sociaux / autres œuvres sociales	104 581,26	55 801,00	55 297,50	63 476,36	60 851,12	2 544,02	46 357,34	45 580,00
			Charges de sécurité sociale et prévoyance total	**2 289 552,11**	**2 246 777,78**	**2 250 845,91**	**2 379 644,52**	**2 259 399,52**	**2 258 661,43**	**2 287 362,78**	**2 258 279,16**
	AUTRES CHARGES	6184-6251-6256	Formation et frais de déplacement, missions	57 438,06	32 796,83	50 797,18	45 342,58	26 790,61	26 771,63	33 820,22	35 000,00
		6225	Indemnités au comptable et régisseurs	4 192,95	4 503,84	4 705,94	249,18	119,18		249,17	250,00
		6331-6332-6336-~~6471-637~~	Versement transport Cotisations CNFPT,CDG, FNAL, FIPHFP	176 632,57	180 207,41	185 089,74	175 366,69	181 286,68	187 961,00	194 007,23	191 197,40
		~~6226~~ 6475	Médecine préventive + visite médicale d'embauche	4 790,75	3 433,72	4 451,75	3 440,24	3 315,75	3 941,00	3 589,00	4 000,00
		6488	Charges exceptionnelles	-	-	-	1 600,00	18 836,75	-	9 500,18	57 000,00
		6227	Frais d'actes et de contentieux	-	-	-	*6 225,00*	*2 525,40*	*3 692,40*	-	
		611	Contrats de prestations de services intérim / avocat	-	67 151,76	133 841,76	58 826,31	39 533,63	10 500,00	22 094,00	
		6231	Annonces et insertions	1 260,00	-	7 656,00	348,00	2 340,00	7 556,48	11 400,00	10 000,00
		60628-60632-6064	Autres fournitures non stockées					182,52	298,33	816,00	
		6232	Fêtes et cérémonies					352,42	474,91	850,19	
		6255	Frais de déménagement						-	-	
			total	**244 314,33**	**288 093,56**	**386 542,37**	**291 398,00**	**275 282,94**	**241 195,75**	**276 325,99**	**297 447,40**
			TOTAL CHARGES	**8 084 037,18**	**8 208 321,62**	**8 452 350,08**	**8 384 748,58**	**8 273 728,55**	**8 371 264,88**	**8 373 982,64**	**8 389 243,53**

				2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projection 2024
RECETTES	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION ET CHARGES	013-6419	sur rémunération	143 995,15	124 757,43	71 334,68	208 802,14	124 236,47	100 659,30	119 280,99	100 000,00
		013-6459	sur charges de sécurité sociale								
			TOTAL RECETTES	**143 995,15**	**124 757,43**	**71 334,68**	**208 802,14**	**124 236,47**	**100 659,30**	**119 280,99**	**100 000,00**

Les autres dépenses ayant trait aux charges de personnel

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projection 2024
chapitre 65	*Autres charges de gestion courantes*	*199 585,71*	*191 987,93*	*197 129,88*	*201 983,21*	*215 931,21*	*221 952,22*	*252 514,75*	*231 900,00*
chapitre 67	*Charges exceptionnelles*	*7 360,17*	*9 018,45*	*10 000,00*	*29 878,99*	*2 080,68*	*604,73*	-	-
	total	**206 945,88**	**201 006,38**	**207 129,88**	**231 862,20**	**220 032,89**	**224 578,95**	**254 537,75**	**231 900,00**

et total général

	2017	2018	2019	2020	2020	Projections 2022	2023	Projection 2024
total général	**8 290 983,06**	**8 409 328,00**	**8 659 479,96**	**8 616 610,78**	**8 493 761,44**	**8 595 843,83**	**8 628 520,39**	**8 621 143,53**

c. Les autres dépenses de fonctionnement

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) se maintiennent par rapport à 2023[33], et en 2024, se portent à 623 597 €.

La Collectivité maintient un montant de subventionnement aux associations à environ 159 543 € et les contributions de la Ville pour les services communs ou organismes de regroupement demeurent stables ; les prévisions d'admissions en non-valeur se portent à hauteur de 70 000 €[34]

Les intérêts de la dette sont en baisse, à hauteur de 20 000 €.

Enfin, les charges exceptionnelles (chapitre 67), sont provisionnées à hauteur de 10 300 € et la dotation pour dépréciation des actifs circulants (chapitre 68) est maintenue pour 25 000 €.

Ainsi, en prévision, les dépenses de fonctionnement, restent contenues, et baissent de près de 6% par rapport au budgété 2023, mais évoluent globalement de 6% par rapport au budget réalisé de 2023.
Les charges de personnel (chapitre 012) évoluent à la baisse de 3,76% par rapport au budgété 2023 et demeurent maîtrisées, puisqu'elles augmentent en prévisions de 0,46% par rapport au réalisé 2023.

3. L'investissement

[33] Chapitre 65 : réalisé 2023 = 642 072 €

[34] En 2023, le montant des admissions en non-valeur s'est porté à 29 704 € et en créances éteintes à 32 606 €

a. Les recettes d'investissement en 2024

Les recettes d'investissement qui permettront de financer les travaux et équipement se déclinent comme suit :

- FCTVA : 700 000 €,
- subventions à percevoir, à hauteur de 937 707 €, subventions reportées en recettes,
- taxe d'aménagement budgétée pour 60 000[35] €,
- produit des amendes de police prévu pour 320 000 €,
- cessions estimées pour un montant de 186 634 €[36],
- l'excédent d'investissement reporté (au 31/12/2023) étant estimé à 4 187 736,97 €[37].

	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024
FCTVA (art 10222)	185 000	430 000	950 000	700 000
Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	150 000	150 000	170 000	60 000
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	1 242 500	1 642 718	2 065 644	937 707
Produit des amendes de police (1342)	210 000	210 000	250 000	320 000
Autres immobilisations financières (chap 27) / Produit des cessions (024)	299 500	1 400 000	190 343	186 634
Autres recettes	1 000			
Emprunts	0	0	0	
TOTAL	2 088 000	3 832 718	3 625 987	2 204 341

En 2024, les investissements seront donc financés sans emprunt.

b. Les dépenses d'investissement et d'équipement en 2024

Les dépenses pour les travaux à mener et les équipements divers se portent à 6 173 465 € (crédits nouveaux et reports compris).

Le montant des crédits ouverts pour les travaux est estimé à 4 653 058 € et le montant pour les équipements des services et renouvellement de matériel est prévu pour 1 520 407 €.

Les principaux postes de dépenses (reports de 2023 sur 2024 compris) sont les suivants :

- l'école du Châtelet (opération 145) : 238 966.78 €
- la mise en conformité de l'accessibilité des bâtiments (opération 174) : 448 318.07 €
- l'amélioration énergétique des bâtiments (opération 108) : 94 950.71 €
- la mise en conformité des réseaux d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales (opération 176 / 176bis) : 335 704.50 €
- la requalification des rues (opération 164) 333 181 € (Rue des Belosses, Rue des Vignes – Rue du 18 Août)
- les travaux rue des Belosses avec le SYANE (opération 164BIS2) : 136 000 €
- les modes doux (opération 170) : 157 098.32 €
- l'élargissement du pont de l'autoroute avec ATMB (opération 175) : 422 400 €
- l'aménagement du trottoir rue de Genève / rue Desbiolles (opération 183) : 133 251.80 €

[35] Taxe d'aménagement en tendance à la baisse par rapport aux années antérieures : 2020 = 169 811 € / 2021 = 198 858 € / 2022 = 161 296 € / 2023 = 57 107 €

[36] Cessions programmées en 2024 : terrain Ocybèle pour 2 384 € et terrain 2, Rue de la Ville pour 184 250 €

[37] Voir fiche des Résultats au 31/12/2023 – Budget principal – Commune de Gaillard

- l'essuyage des surfaces / pluviales – rues de la Ville (opération 194) : 157 000 €
- le square rue de Vernaz et abords (cheminement piéton Chalet et Genot) (opération 190) : 140 000 €
- les bords d'Arve (Forêt – Sport) (opération 195) : 120 000 €
- le sport en accès libre en Ville (opération 196) : 80 000 €
- le local Caisse d'Epargne (opération 173) : 405 627.97 €
- la gestion des Feux Follets, acquisitions foncières, frais de portage (capital) EPF[38] : 802 889.04 €
- les équipement divers des services : 1 520 407.60 €.

Le remboursement du capital de la dette en 2023 se porte à 305 000 €.

Et en prospective, d'ici 2027, les dépenses d'investissement se dérouleraient comme suit :

	Rétrospective				Prospective			
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	1 711 891	4 782 020	8 080 473	4 110 283				
Subventions d'équipement (art 204)	646 263	123 588	38 077	39 015				
Sous-total dépenses d'équipement	**2 358 154**	**4 905 609**	**8 118 550**	**4 149 298**	**6 173 465**	**5 275 000**	**4 680 000**	**4 113 000**
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	542 632	661 364	569 507	365 366	305 000	200 400	200 400	200 400
Autres investissements hors PPI	58 756	1 356	173					
Opérations afférentes aux lignes de trésorerie (art 16449)	0	617 500	840					
Autres immobilisations financières (chap 27)	0	0	0					
Total des dépenses réelles d'investissement	**2 959 542**	**6 185 829**	**8 689 070**	**4 514 665**	**6 478 465**	**5 475 400**	**4 880 400**	**4 313 400**

c. Le Plan Pluriannuel d'Investissement et son financement d'ici à 2027, joint en annexe

C – Les ratios de la loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR)

[38] Etablissement Public Foncier (EPF) de la Haute-Savoie

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ratio 1	995	1 023	1 083	1 114	1 107	1 232	1 156	1 224
Ratio 2	372	382	404	461	482	513	545	564
Ratio 3	2 385	1 269	1 237	1 360	1 420	1 487	1 506	1 476
Ratio 4	205	389	387	160	454	802	396	590
Ratio 5	346	304	261	364	312	270	224	195
Ratio 6	74	74	70	68	67	60	55	55
Ratio 7	67,81 %	68,35 %	66,31 %	68 %	70,33 %	67,81 %	68,64 %	65,13 %
Ratio 8	43,61 %	84,31 %	91,46 %	85,63 %	82,35 %	86,65 %	79,06 %	84,87 %
Ratio 9	8,61 %	30,68 %	31,3 %	11,73 %	31,96 %	53,96 %	26,32 %	39,95 %
Ratio 10	14,36 %	24,25 %	21,1 %	26,72 %	25,8 %	18,13 %	14,90 %	13,24 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population
Ratio 2= Produit des impositions directes / population
Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population
Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population
Ratio 5= Encours de la dette / population
Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population
Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement
Ratio 8= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement
Ratio 9= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement
Ratio 10= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement